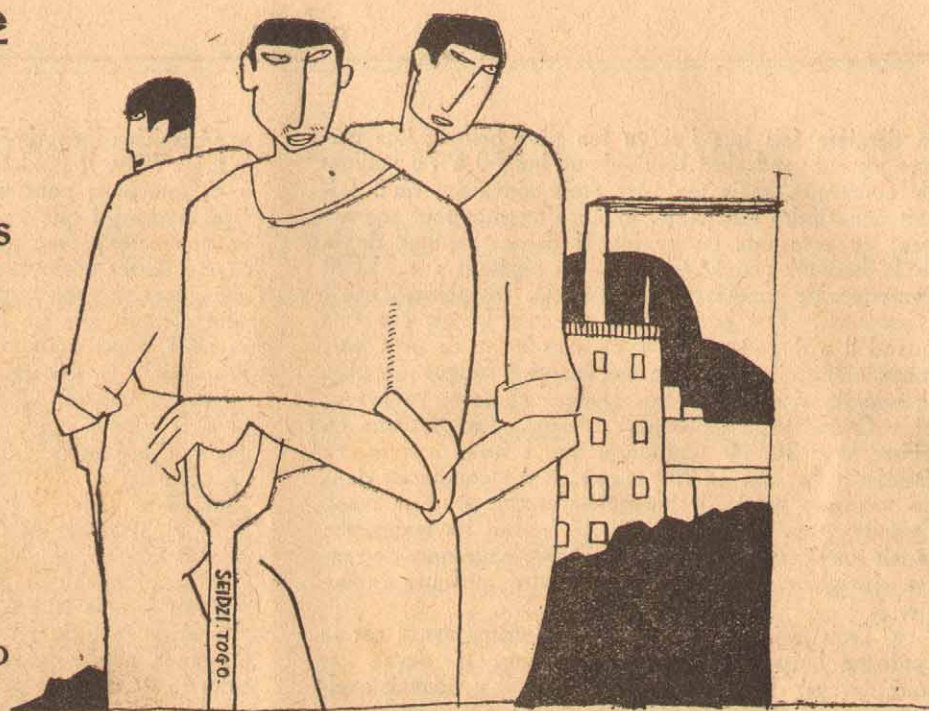


Les causes réelles
et les
conséquences
de l'insurrection
ouvrière
dans
le Sud-Africain

par James W. REDMOND



L'insurrection armée des travailleurs du Sud-Africain, qui vient de se terminer il y a seulement un mois, par un véritable massacre des meilleurs éléments ouvriers du Transvaal, reste encore pour l'Europe entière une énigme. Seule la grande presse anglaise en a parlé, mais elle a surtout cherché, en déformant d'une façon systématique la vérité, à présenter la révolte des mineurs de Johannesburg comme la conséquence d'une agitation provoquée et payée par les Soviets et dégénérant en une émeute contre les nègres. La réalité est toute autre et nous allons essayer de retrouver les origines profondes de ce conflit et d'en tirer les enseignements qu'il comporte.

L'EXPLOITATION DES MINES D'OR DU RAND

Les mines d'or de Johannesburg occupent près de 25.000 ouvriers blancs, anglais et surtout sud-africains de langue hollandaise ; et 200.000 ouvriers nègres appartenant à la race arriérée des Cafres. L'industrie des mines d'or du Rand a toujours été considérée par les financiers anglais, dont elles constituent en dernière analyse le principal facteur de puissance, comme d'une importance primordiale. Elles produisent, en effet, à elles seules plus de la moitié de l'or du monde entier.

C'est déjà pour acquérir le contrôle absolu sur l'or du Transvaal que la Chambre des mines, sorte de consortium de tous les centres d'extraction, engagea la lutte il y a vingt ans contre les vieilles républiques Boers qui constituaient un obstacle gênant pour l'accaparement de toutes ces richesses. La Chambre des Mines prit alors prétexte de ce que les ouvriers, qu'elle faisait venir d'Angleterre pour l'exploitation des mines d'or, étaient considérés comme des étrangers, et n'avaient pas même le droit de vote. On se souvient de la répercussion mondiale qu'eut alors cette guerre pour laquelle toutes les forces vives de l'Angleterre furent mobilisées et qui coûta des milliers et des milliers de vies humaines. Mais la Grande-Bretagne avait mis la main sur le trésor du globe.

Une fois les républiques Boers écrasées, les dirigeants de la Chambre des Mines se préoccupèrent immédiatement de trouver une main-d'œuvre à meilleur compte, que

celle des travailleurs attirés d'Europe par des primes alléchantes. Ils passèrent des contrats avec des trafiquants de chair jaune et engagèrent ainsi plus de 50.000 travailleurs chinois qu'ils comptaient bien employer à un prix dérisoire. Mais la Chambre des Mines ne tarda pas à se rendre compte des dangers que faisait courir à leurs exploitations, des hommes ayant le sens de l'organisation collective. Les sociétés secrètes, contre lesquelles la police anglaise restait impuissante, prirent aussitôt un sens politique très net et il apparut certain, que le travailleur chinois constituait pour le capitalisme européen, un élément par trop révolutionnaire dont il fallait se méfier. Aussi, avant même l'expiration de leur contrat, les 50.000 Chinois furent-ils rapatriés.

C'est alors que la Chambre des Mines prit la décision de généraliser la main-d'œuvre indigène et d'organiser en grand l'exploitation de l'or par les nègres, bien que cela posât avec toute son acuité, la question sociale au Transvaal.

LA MAIN-D'ŒUVRE NOIRE

Au commencement de l'an dernier, la situation économique des industriels de l'or, devint très pénible. A la suite du déséquilibre des changes, la hausse des cours de la livre sterling produisit une véritable crise de l'or anglais, dont la production tendait à devenir déficitaire. L'or anglais coûtait plus cher à produire que l'or étranger qui était vendu à prime sur le marché. Une simple diminution des salaires pouvait, à la rigueur, suffire à solutionner la crise. Mais le capitalisme de l'or ne voulait même pas envisager ce moyen. Il n'avait pas seulement en vue la diminution du prix de revient de l'or, mais encore le défrichement et l'exploitation de vastes régions encore vierges de l'Afrique du Sud. C'était en réalité, toute la question de la main-d'œuvre indigène aux colonies qui se posait, par rapport à la main-d'œuvre blanche. Il fallait à tout prix, éliminer le travailleur blanc, briser ses organisations, le forcer à céder sa place au nègre, despotiquement asservi, taillable et corvéable à merci, ainsi que le veulent les bonnes règles du capitalisme colonial international. En effet, vis-à-vis des masses indigènes, il n'est pas besoin

de faire preuve d'un semblant de libéralisme démocratique. Celles-là n'ayant aucun droit reconnu, on peut agir directement sur elles par la violence, sans risquer de soulever la moindre protestation. C'est ainsi que l'année dernière, le général Smuts fit exécuter sommairement à Bullhoek un millier de nègres innocents sans que la presse anglaise ne consacrat à ce mince événement plus d'un entre-filet en dernière page. Il s'agissait donc de se débarrasser promptement des mineurs de race blanche en provoquant une grève sur un terrain de lutte de races. Cette grève entraînerait fatalement des violences contre les travailleurs noirs inorganisés, transformés en briseurs de grève. On prendrait alors prétexte de ces violences pour justifier une répression sanglante.

Et en fait tout se passa comme il avait été prévu.

LA REPRESSION ETAIT VOULUE

C'est dans ces conditions qu'éclata la grève, le 9 janvier et de suite il apparut que d'un côté comme de l'autre, on se préparait à la bataille armée. Dès les premiers jours, les comités locaux formaient des unités de lutte, les « commandos » organisés de la même manière que les formations de combat des Boers lors de leur guerre contre l'Angleterre. Les ouvriers qui les composaient, armés seulement de fusils et de revolvers, s'exerçaient militairement, sans que les autorités intervenissent un seul instant pour les en empêcher. C'est dire que le dénouement sanglant était attendu d'elles et même désiré, comme la seule issue décisive.

Certains journaux ont affirmé à tort que le nationalisme hollandais avait été également un des facteurs déterminant du soulèvement armé des mineurs du Transvaal. Il est certain qu'au début du soulèvement, non seulement les colons hollandais, mais aussi la bourgeoisie locale manifesta sa sympathie aux grévistes. Mais la grève se posant de plus en plus comme une lutte de classes mettant aux prises d'une façon formelle l'organisation capitaliste et l'organisation ouvrière, les nationalistes hollandais faisant passer leurs intérêts de classes avant leurs intérêts nationaux, ne tardèrent pas à se désolidariser d'avec les grévistes et à prêter leur concours au général Smuts pour écraser les mineurs insurgés. En effet, le soulèvement fut combattu par les soldats de l'ordre, c'est-à-dire la police régluère et des contingents mobilisés de fermiers du Weld, faisant œuvre de police de classe et malgré l'opposition des fermiers pauvres qui étaient pour le soutien des ouvriers grévistes.

PREMIERES EMEUTES

Notre camarade David Ivon Jones raconte dans un récent n° de l'Internationale Communiste les différentes péripéties de cette lutte où pour la première fois dans l'Empire britannique, les travailleurs d'un « dominion » versèrent leur sang pour la cause révolutionnaire mondiale.

« Les commandos ouvriers, dès les premiers jours de grève, organisèrent la surveillance autour des Mines, menaçant et arrêtant les jaunes, les transportant pour les juger dans des salles ouvrières. Pendant la première semaine de mars, un de ces commandos qui, d'ailleurs, n'était pas armé, s'empara à Boksburg, à 15 kilomètres de Johannesburg, d'un ouvrier électricien non gréviste. En cours de route, les ouvriers s'arrêtèrent devant la prison où étaient enfermés quelques-uns de leurs camarades et,

en guise de manifestation, se mirent à chanter l'hymne révolutionnaire anglais, le *Drapeau Rouge*. Un escadron de police à cheval pensant qu'on préparait une attaque contre la prison, chargea le commando. Trois grévistes furent tués et beaucoup d'autres blessés, ce fut cet incident qui devait soulever toute la classe ouvrière blanche du Rand.

« Jusqu'alors, quoique les ouvriers nègres eussent assumés la tâche de garder un certain nombre de mines où travaillaient encore des briseurs de grève blancs, ils n'avaient encore été l'objet d'aucune violence de la part des grévistes. Les dirigeants ouvriers étaient tous « négrophiles » et ne pouvaient considérer les indigènes comme des traîtres, sachant qu'ils en étaient encore à un degré d'évolution trop primaire pour pouvoir comprendre leur responsabilité vis-à-vis de la classe ouvrière consciente et organisée. Mais quelques jours après l'incident de Boksburg, de tragiques explosions de violence se produisirent contre les noirs dans un des quartiers les plus pauvres de Johannesburg. Malgré les supplications des chefs grévistes, les nègres devinrent soudain un objet de haine et d'indignation pour la masse des ouvriers blancs soumise encore aux préjugés de race et de couleur. Des provocateurs réussirent à entraîner les éléments les plus surexcités parmi les grévistes et à les jeter contre les noirs ; 19 nègres furent tués dans les rues de Johannesburg. Cela devait servir de prétexte à l'intervention armée que cherchait le général Smuts. L'Angleterre sentimentale, même dans ses éléments libéraux, comme ceux du *Manchester Guardian*, donna au général Smuts, devenu soldat de l'Humanité, toute liberté pour écraser militairement la grève. La Chambre des Mines en profita immédiatement pour rompre toutes les négociations.

L'ECRASEMENT DES MINEURS

« Le 7 mars se produisit entre la troupe et les grévistes une première collision. Un grand nombre de grévistes, parmi lesquels, fait remarquable et sans doute unique jusqu'alors dans l'histoire des grèves, le commando des femmes, s'était réuni autour du Central téléphonique de Johannesburg pour essayer d'entraîner dans une manifestation de solidarité les jeunes filles qui y travaillaient encore. La police à cheval nettoya la place avec une brutalité inouïe. Voici, à ce sujet, comment s'expriment certaines dépositions faites sous la foi du serment :

« X : ... Je vis alors un agent de police se jeter sur un petit garçon blanc qui se promenait tranquillement, et le frapper à la nuque. Un autre agent de police se précipita sur lui et lui enfonça sa baïonnette dans le corps, l'en ayant retirée, le même agent de police abandonna le petit cadavre et se mit à poursuivre des femmes. »

Une autre déposition rend compte du même incident avec plus de détails :

« X... Alors, un autre groupe d'agents se jeta sur moi à l'improviste. L'un d'eux brandit sa baïonnette comme s'il voulait me l'enfoncer dans le corps. Un jeune garçon qui se promenait innocemment dans la foule vint vers l'agent et lui dit : « Ne tue pas cette femme, elle est mère de plusieurs enfants ; tue-moi plutôt. » L'agent de police se jeta sur lui, et moi, sautant par-dessus une haie, je disparus et ne vis plus rien. »

« Le commando de Fordsburg, arrivant alors sur les lieux, se lança contre la police à cheval et à pied et la mit en fuite.